



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1442

14 mai 2020

- **Plus de 200 personnes infectées au Covid-19, dont 16 décès au 10 mai 2020**
- **Covid-19 : Les habitants de Cité Soleil, inquiets face à une éventuelle famine, qui risque de survenir en cas de sécheresse prolongée**
- **Politique : L'Office de la protection de la citoyenne et du citoyen déplore les agissements de l'Unité de lutte contre la corruption dans le dossier de subvention impliquant le Réseau national de défense des droits humains**
- **Vives inquiétudes à Chantal (Sud), après la confirmation d'un cas de Covid-19**

## >> Plus de 200 personnes infectées au Covid-19, dont 16 décès au 10 mai 2020

Un total de 209 personnes infectées, du jeudi 19 mars au dimanche 10 mai, dont 27 nouveaux cas de contamination et une nouvelle personne morte ont été recensés par le Ministère de la santé publique et de la population. Parmi elles, figurent 16 personnes décédées et 17 autres guéries. Au 9 mai, 31 nouveaux cas, dont 3 personnes mortes, ont été également enregistrés, en 24 heures. La plupart des malades ont été infectés au virus par transmission communautaire, les cas importés tendant à diminuer. Testé positif, un épidémiologiste-informaticien de la Direction d'épidémiologie de laboratoires et de recherches (DELR) du ministère a été mis en isolement, afin d'assurer rapidement sa prise en charge. Ce qui n'a pas empêché le service de continuer à fonctionner normalement. N'ayant pas été mis en quarantaine, son personnel travaille comme à l'accoutumée. Les autorités sanitaires soupçonnent 1 311 personnes, qui seraient contaminées par le virus de Covid-19 sur le territoire national. Mais, elles n'ont jusqu'à date (11 mai 2020) donné aucune indication sur le protocole à suivre pour les personnes guéries et pour celles ayant été testées positives. Aucune information n'est disponible sur l'état de santé des patientes et patients, ni sur les traitements appliqués aux malades. La population est invitée à respecter les mesures de prévention, pour contenir

la propagation du virus. Cependant, la stratégie adoptée par les autorités sanitaires (prévention, communication, financement, etc.) est peu transparente. Celles-ci laissent la politique prendre le pas sur des actions d'activation communautaires pertinentes auprès de la population et avec elle. C'est aussi mise en question dans l'opinion publique, notamment par plusieurs spécialistes en santé publique ainsi que par beaucoup d'organisations sociopolitiques. Le gouvernement de facto du 4 mars 2020 de Joseph Jouthe a déclaré obligatoire le port du masque de protection, à partir du lundi 11 mai, sans une mise en oeuvre de dispositions institutionnelles globales. Beaucoup de cas d'abus et de violations de droits humains, en relation avec des velléités dictatoriales des membres du gouvernement, des conseils municipaux ainsi que des policiers nationaux, sont fréquemment dénoncés par différents organismes de droits humains, une série de mesures prises le vendredi 20 mars 2020. Il s'agit d'un couvre-feu, presque assimilé à un état de siège d'un régime autoritaire ainsi que des formes d'ordonnancements totalement illégaux, anticonstitutionnels et irréguliers), au lendemain de la confirmation officielle des 2 premiers cas d'infection au Covid-19. [Il faut accentuer la prévention pour lutter contre l'épidémie, préconise la Plateforme de réponse des](#)

[organisations de la société civile au Covid-19, Proc-19](#). « Que veulent les autorités en place? Quel coup tordu préparent-elles? Il importe d'être plus que vigilant ». Manifestant aucune gêne ni scrupule, les autorités étatiques prennent plaisir à distribuer à la population des seaux, sur lesquels sont affichées des photos de l'épouse du président, Martine Joseph

Moïse, comme en période électorale, fustige le parti politique Organisation du peuple en lutte. Les indices, en rapport à la gestion de la crise sanitaire en Haïti, sont inquiétants, souligne l'OPL, qui [dénonce une mauvaise gestion de la maladie par le gouvernement du 4 mars 2020, pour prolonger le régime politique au pouvoir](#).

### **>> Covid-19 : Les habitants de Cité Soleil, inquiets face à une éventuelle famine, qui risque de survenir en cas de sécheresse prolongée**

Avec déjà 2 cas confirmés au Covid-19, les habitants de Cité Soleil (grande agglomération populaire au nord de Port-au-Prince) disent craindre une famine pendant la crise sanitaire. « Le peuple a faim et est dans le besoin. Nous sommes étonnés d'entendre que le gouvernement distribue de la nourriture, alors que nous n'avons encore rien reçu à la deuxième section Varreux, à Cité Soleil », alerte David Charlemagne, coordonnateur du Conseil d'administration de la section communale (Casec), deuxième section Varreux, qui intervenait ce lundi 11 mai à l'émission *FwoteLide* sur AlterRadio. Il appelle l'État à distribuer des rations sèches aux membres des CASEC, qui sont là pour représenter la population. Malgré sa vulnérabilité, Cité Soleil détient un centre de prise en charge des cas de Covid-19. « L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a transformé le centre pour les personnes brûlées en centre pour des cas liés au nouveau coronavirus ». Le Casec ainsi que des responsables de l'hôpital se sont entretenus avec la population, pour leur faire comprendre l'importance de centre MSF, suite à des mouvements de protestations. Des messages de sensibilisation sur les gestes barrières, communiqués par le Ministère de la santé, sont partagés avec la population. Mais, il y a nécessité d'assainir la commune de Cité Soleil, où, malheureusement, certaines personnes viennent vider leurs déchets. Talot Bertrand, ingénieur agronome, précise qu'un bilan pluviométrique négatif pourrait entraîner une famine à travers le pays. La campagne de printemps a été totalement ratée, à cause d'une sécheresse prolongée. Un déficit pluviométrique d'environ 70-80 % est enregistré par rapport aux normales saisonnières. « Il est tombé environ 20 à 30% des pluies habituelles du mois d'avril. Il faut remonter à 1987, pour trouver un mois d'avril plus sec. Dans le Sud-Est, c'est le plus faible cumul de pluies enregistrées depuis plus de 40 ans », explique Talot Bertrand, notant que ce déficit dure depuis le mois de janvier. Depuis décembre 2019, une sécheresse affecte les plantations, et provoque la mort des animaux, dans le département de la Grande Anse (Sud-Ouest). « Les agricultrices et agriculteurs de Limbé, Plaisance, Pilate (Nord), Bassin Bleu et Jean Rabel (Nord-Ouest) ont perdu leurs semences de haricots et d'autres cultures durant ces deux derniers mois, et ceux de Léogâne, *Fondwa* (Ouest), La Vallée de Jacmel, Jacmel, Marigot, Belle-Anse et Anse-à-Pitres (Sud-Est) n'arrivent pas à réaliser une campagne agricole ». De février à mars, la Coordination nationale de la sécurité alimentaire a relevé une hausse des prix de plusieurs produits de première nécessité, sur le marché national.

### **>> Politique : L'Office de la protection de la citoyenne et du citoyen déplore les agissements de l'Unité de lutte contre la corruption dans le dossier de subvention impliquant le Réseau national de défense des droits humains**

L'Office de la protection de la citoyenne et du citoyen (OPC) désapprouve les agissements du directeur de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), Me. Rockefeller Vincent, dans une affaire de subvention concernant le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH). L'Office s'interroge sur le bien-fondé de l'avis de recherche, émis à l'encontre de l'administratrice du RNDDH, Marie Gesly Damas Jean-Pierre. Cet avis « pourrait être assimilé à une revanche, dans la mesure où vous avez été renvoyé, en 2006, de l'appareil judiciaire du Cap-Haïtien, sur dénonciation du RNDDH ». [Des balles ont été tirées sur les locaux du RNDDH](#).

### **>> Vives inquiétudes à Chantal (Sud), après la confirmation d'un cas de Covid-19**

Toutes les dispositions devraient être prises, pour éviter que ces gens se rendent au marché, comme bon leur semble, afin d'empêcher une multiplication des cas d'infections au Covid-19. [En raison de l'insécurité alimentaire sévère qui sévit à Chantal, la population exprime sa crainte d'une éventuelle situation de famine, dans un contexte marqué par une baisse des récoltes dans la zone](#).